



Gouvernance  
mondiale  
pour un  
développement  
durable

Nouvelles de l'EADI

# Sommaire

## Editorial

### 12e Conférence Générale de l'EADI

Earthland: Réunion de chercheurs à Genève - *par Ellen Lammers et Frans Bieckmann*

Peut-on rendre compatibles croissance économique et développement durable ? En équilibre entre changement climatique et Objectifs du Millénaire pour le développement - *Rapport par Kimana Zulueta-Fülscher*

Gérer le changement dans les instituts de recherche sur le développement: Bilan de la 12e Conférence générale de l'EADI - *par Simon Maxwell*

### Nouvelles de l'EADI

La renaissance de la revue scientifique EJDR

Prix EADI 2008

Réunion annuelle des directeurs de l'EADI 2008

4e Ecole internationale de l'été de l'EADI: Perspectives récentes pour la Coopération au développement, la Paix et le Conflit

Séance d'information de l'EDC2020: L'Union européenne, l'Afrique et la Chine : perspectives et défis d'une coopération

Thèmes émergents sur la gestion du savoir et de l'information

Nouveaux membres de l'EADI

# Impressum

## LA LETTRE D'INFORMATION EST PUBLIÉE DEUX FOIS PAR AN PAR:

L'Association Européenne des Instituts de Recherche et de formation en matière de Développement (EADI)  
Kaiser-Friedrich-Str. 11  
D-53113 Bonn, Allemagne  
Tél.: (+49) 228 - 26 18 101  
Fax: (+49) 228 - 26 18 103  
Site web: [www.eadi.org](http://www.eadi.org)  
Courriel: [postmaster@eadi.org](mailto:postmaster@eadi.org)  
Secrétaire exécutif: Thomas Lawo  
Editeur responsable: Susanne von Itter  
Courriel: [itter@eadi.org](mailto:itter@eadi.org)

## VERSION ANGLAISE:

Ute Reusch

## VERSION FRANÇAISE:

Gilson Networks

## IMPRESSION:

V + V Druck, Bonn

## ILLUSTRATION DE COUVERTURE:

Susanne von Itter

Avec autorisation préalable de l'EADI, le matériel publié dans la Lettre d'Information de l'EADI peut être reproduit ou adapté, sous condition de ne pas le distribuer pour des raisons commerciales et si le nom de l'auteur / des auteurs d'origine est clairement mentionné.

Les articles n'engagent que les auteurs; les opinions exprimées ne reflètent pas nécessairement celles de l'EADI.

# Editorial

"A tous les niveaux, que ce soit ceux de la société civile ou ceux des instances gouvernementales, nous avons besoin de forums de débats pour aboutir à une meilleure représentation. C'est pourquoi je pense qu'il est temps d'inventer de nouvelles formes d'associations qui reconnecteraient les groupes locaux avec les intérêts locaux, afin que les perspectives et les intérêts des entités locales puissent être représentés de façon plus efficace dans l'arène mondiale. Nous devons aussi développer de nouvelles formes d'associations qui puissent nous servir d'unité de négociation au nom du secteur local dans les arènes mondiales": voilà la suggestion proposée par Bina Agarwal, Professeure de Sciences Economiques à l'Institut de la Croissance Economique de l'Université de Delhi lors de la séance de clôture de la 12e Conférence générale de l'EADI. Ce serait ainsi une possible solution pour répondre aux défis du développement durable.

Quelques 500 personnes, venant des milieux scientifiques, des institutions internationales et de la politique ont discuté sur les moyens pour mettre en œuvre une politique de développement durable. Le défi de dépasser les discussions et entamer des actions concrètes a dominé les discussions des tables rondes et panels. Après tout, "changer les types de comportement de consommation implique une révolution éthique, personnelle et collective dans le monde entier, et celle-ci ne sera pas facile à faire en une ou deux décades" a avoué Juan Somavia, Directeur Général du BIT, le Bureau international du travail.

La Conférence a été organisée en coopération avec l'Institut des hautes études internationales et du développement (IHEID) de Genève qui vient d'être nouvellement fondé. Près de la moitié du budget a été couvert par une subvention de la Confédération suisse - Direction du développement et de la coopération (DDC). D'autres parraineurs étaient l'Agence française de développement, le Ministère des Affaires étrangères de Finlande, le Ministère des Affaires étrangères de l'Espagne et l'Université de Genève. Nous remercions ces généreux donateurs qui ont permis d'organiser cet événement.

Ce numéro de la Lettre d'information de l'EADI vous présente une sélection de rapports de conférences et de tables rondes ainsi que de discussions qui ont eu lieu dans les groupes de travail de l'EADI. Les résultats d'une série d'ateliers qui se sont tenus à la Conférence sur "Planifier pour l'avenir et gérer les changements dans les instituts de recherche sur le développement et dans les cellules de réflexion" sont présentés ici par Simon Maxwell, Directeur sortant de l'Overseas Development Institute.

Le Comité exécutif pour la période 2008-2011 vient d'être élu à l'Assemblée générale. Jean-Luc Maurer de l'IHEID à Genève va continuer à guider l'association pendant le prochain mandat et il va continuer le travail entamé au cours de son premier mandat. Le Comité exécutif nouvellement élu ainsi que le Comité de gestion ont déjà eu leur première réunion à Bruxelles en octobre 2008. Cette rencontre était combinée avec une séance de mise au courant sur "L'UE, l'Afrique et la Chine : perspectives et défis d'une coopération trilatérale" pour les décideurs politiques européens, les leaders d'opinion et les fonctionnaires des administrations du développement de l'UE et des Etats membres et des pays partenaires. Celle-ci a eu lieu dans le contexte du programme de recherche de l'EADI "Coopération européenne au développement à l'horizon 2020" (EDC2020). Un rapport de cette séance d'information et d'autres activités de ce programme de recherche est publié dans ce numéro.

Sarah Cummings nous offre un aperçu sur un de nos autres programmes phare étalé sur 5 ans. Ce programme "Thèmes émergents en gestion du savoir et de l'information" veut améliorer la pratique du développement en faisant la promotion du changement de la façon dont le secteur du développement aborde la sélection, la gestion et l'emploi du savoir dans la formation et dans la mise en œuvre de la politique et des programmes.

La 4e Ecole internationale de l'été de l'EADI s'est tenue à Bilbao du 8 au 12 septembre 2008. Son titre était : "Perspectives récentes pour la Coopération au développement, la Paix et le Conflit" et a été accueillie par HEGOA, l'Institut



des études du développement et de la coopération internationale à l'Université du Pays Basque. L'Ecole de l'été a été un lieu de recherche et de discussion pour 30 étudiants européens de master et de jeunes chercheurs. Vous trouverez aussi les résultats de cette Ecole de l'été dans ce numéro.

L'EADI a l'honneur de décerner le Prix EADI 2008 d'excellence dans les études sur le développement au jeune chercheur Dolf te Lintelde de l'Université britannique de East Anglia (UEA) pour son article sur 'Les politiques spatiales de l'hygiène alimentaire : la réglementation du commerce de proximité à Delhi'. Le Prix EADI pour les études du développement fait partie de la mission de l'EADI de stimuler la recherche créative, multidisciplinaire et diversifiée sur les questions de développement.

Le Secrétariat de l'EADI et le Comité de rédaction du périodique European Journal of Development Research sont fiers d'annoncer qu'à partir de 2009 l'éditeur Palgrave Macmillan va publier la revue EJDR au nom de l'EADI.

Ce pas important a été fait afin de fournir à nos membres des informations en ligne et un site web très fonctionnel. Dès 2009, nos lecteurs recevront cinq fois par an la revue EJDR, et ils y auront aussi un accès complet en ligne. Veuillez lire ici l'article de Rajneesh Narula sur les prochaines activités de EJDR au cours des années à venir.

Nous vous remercions d'être membre de l'EADI et nous vous souhaitons une très pacifique fête de Noël.

*Susanne von Itter*

Susanne von Itter  
itter@eadi.org

12e Conférence générale de l'EADI, Genève, 24-28 juin 2008

## Gouvernance mondiale pour un développement durable : la nécessité de cohérence politique et de nouveaux partenariats

La 12e Conférence générale de l'EADI a été accueillie par l'Institut des hautes études internationales et du développement (IHEID) à Genève du 24 au 28 juin 2008. Elle a réuni plus de 500 chercheurs et praticiens venant de plus de 50 pays. Le riche programme de la conférence comprenait des sessions plénières, des séances thématiques parallèles, des ateliers des tables rondes, un mini symposium, trois exposés publics, et 15 groupes de travail parallèles qui ont discuté autour de 200 contributions sur les thèmes importants - un nombre record de contributions jamais présentées au cours d'une conférence de l'EADI. C'était le plus grand événement international majeur organisé sous l'égide du nouvel institut formé de la fusion de l'Institut des études du développement, un membre fondateur de l'EADI, et de l'Institut pour les relations internationales. Mais de nombreux partenaires d'autres instituts membres de l'EADI se sont aussi portés volontaires pour organiser des séances parallèles, des ateliers et des événements spéciaux. Nous voulons tous les remercier chaleureusement pour leurs contributions quant au fond et à la logistique.

Le thème de la conférence - Gouvernance mondiale pour un développement durable - avait

été choisi peu après la Conférence sur l'Insécurité et Développement qui s'était tenue à Bonn en 2005. La conférence de Bonn avait montré qu'il y avait plus de dangers et menaces pour la sécurité humaine que la guerre, la guerre civile et le terrorisme. La capacité limitée de notre planète montre des signes qu'elle est surexploitée et, en tant que conséquence pour les activités humaines, la dégradation de l'environnement et les désastres menacent la survie de l'humanité. Mais la pollution et le changement climatique ne s'arrêtent pas aux frontières et un seul pays, ou un groupe de pays ne peuvent pas faire face seuls à de telles menaces. L'action internationale et la coopération s'avèrent très nécessaires. Le thème de la gouvernance mondiale était un thème de choix pour cette Conférence générale se tenant à Genève, ville où de nombreuses organisations internationales et d'organisations de la société civile ont établi leur base.

Ce dossier présente un article-synthèse fourni par "The Broker", et une sélection de rapports de sessions de la Conférence générale. Le rapport complet est en train d'être produit par l'IHEID de Genève et il sera publié en version imprimée et en version en ligne. Les textes de toutes les



sessions et des exposés publics, ainsi que les commentaires sur les résultats et conclusions de la conférence sont disponibles sur le site web [www.gc2008.net](http://www.gc2008.net). Toutes les contributions présentées dans les séances des groupes de travail s'y trouvent également. De nombreux réseaux et des bloggeurs individuels ont aussi publié des réflexions valables ; il faut nommer ainsi Birgit Habermann de la Commission pour les Etudes du Développement à l'Académie autrichienne des Sciences et Sarah Cummings dans son blog intitulé "The Giraffe". Euforic, le Forum européen sur la coopération au développement a contribué par des interviews vidéo ainsi que par des remarques et prises de positions d'orateurs et de participants. Tout ceci est joint au site [www.gc2008.net/blog](http://www.gc2008.net/blog).



Bina Agarwal, Jean Ziegler, Ngaire Woods



# Réunion de chercheurs à Genève

## Earthland

Par Ellen Lammers et Frans Bieckmann

Une conférence internationale réunissant des experts du développement de tous les domaines des sciences sociales a cela de particulièrement instructif qu'elle fait ressortir des tendances et des évolutions générales. Des chercheurs de tous les horizons, notamment du Sud, ont participé à la 12<sup>ème</sup> Conférence générale de l'EADI. Au sein de ses quelque cinquante ateliers, on voit surgir des pépites singulières - perspectives novatrices et palpitants projets de recherche - mais la Conférence générale de l'EADI est avant tout un baromètre des priorités actuelles des instituts de recherche sur le développement européens. Son thème est choisi parmi les grandes questions d'actualité en matière de politique internationale et de gouvernance ; sans surprise, le thème de cette année, à Genève, a été "le développement durable".

La conférence a lieu tous les trois ans. En 2005, elle avait pour thème "insécurité et développement". La lutte contre le terrorisme battait son plein et les préoccupations occidentales liées à la sécurité déteignaient sur la théorie du développement. Plus que la sécurité nationale et la géopolitique, les multiples aspects de la sécurité pour les populations des pays en développement faisaient l'objet d'une analyse en profondeur. Maintenant que le changement climatique est devenu un sujet de préoccupation croissant au niveau international, on porte à nouveau un regard différent sur la sécurité. Si récemment encore, les observateurs occidentaux considéraient le Moyen Orient sous un angle essentiellement religieux et culturel, ils sont désormais à nouveau ravis comme par le passé sur la géopolitique du pétrole. La flambée des prix du pétrole et les controverses sur les biocarburants, en lien avec la crise alimentaire internationale, font la une des journaux. Conjuguées avec les problématiques environnementales, ces questions modifient les priorités actuelles. Si l'on ajoute à cela la montée en force de "nouveaux acteurs" tels que la Chine,

l'Inde, le Pakistan et le Brésil, on voit apparaître les contours d'une nouvelle donne internationale.

Mais cela reste bien entendu un scénario global qui ne nous éclaire pas vraiment sur les futures priorités de la politique et de la recherche. Aussi les analyses présentées par des invités triés sur le volet pendant les séances plénières de la Conférence de l'EADI étaient-elles instructives, non seulement pour leur contenu et leur message, mais aussi pour les instituts représentés par les divers orateurs.

Kemal Dervis, directeur du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD),



Tariq Banuri

a attiré l'attention sur "l'accélération de la croissance dans l'économie mondiale". Contrairement aux fluctuations à court terme et à la récession économique supposée, la tendance sous-jacente est indéniablement à une accélération de la croissance économique. Kemal Dervis a proposé trois explications possibles pour ce phénomène : les avancées technologiques, l'intégration croissante de l'économie mondiale et le niveau sans précédent des investissements en Asie orientale. "La Chine et l'Inde investissent désormais près de 40 % de leur produit intérieur brut (PIB), et il semblerait que les pays exportateurs de pétrole s'apprentent à investir plus encore." Si une telle croissance paraît louable

du strict point de vue du développement économique, elle risque d'entraîner de graves problèmes climatiques et écologiques. "Nous sommes confrontés à un déplacement de la problématique. La contrainte incontournable n'est plus le travail ; il s'agit désormais des enjeux atmosphériques et énergétiques".

### La gouvernance mondiale

Autre sujet central - et annoncé dans titre - à la Conférence de l'EADI : la "gouvernance mondiale". Quelque évidente que puisse paraître la nécessité d'une perspective mondiale, nombre de spécialistes du développement et de dirigeants politiques continuent à se focaliser sur le niveau bilatéral. De prestigieuses institutions multilatérales telles que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) elles-mêmes sont considérées comme les exécutantes internationales de politiques destinées à améliorer le développement des nations. Les négociations et les tractations mondiales sont souvent considérées comme des mécanismes externes, un domaine réservé aux diplomates et non aux travailleurs du développement, aux chercheurs en relations internationales et non aux experts du développement.

Dès lors, un certain nombre de participants de la Conférence ont été agréablement surpris lorsque le principal intervenant, Tariq Banuri, directeur du Programme de développement durable à l'Institut de Stockholm pour l'environnement (SEI), a exhorté l'auditoire à adopter une perspective plus globale. Son intervention, intitulée "Earthland : six milliards de personnages en quête d'auteur", décrit le monde comme un seul pays - Earthland - peuplé de 6,5 milliards d'habitants. Selon Tariq Banuri, Earthland est un pays très manichéen, semi-féodal, caractérisé par de fortes inégalités, à la gouvernance approximative, et corrompu, dont la population ne parvient pas à mener des actions collectives, même face au danger. "Cela

ressemble à l'Éthiopie ou au Soudan, avec des chefs de guerre ennemis contrôlant des territoires." L'auditoire a sursauté lorsque Tariq Banuri a déclaré qu'Earthland était bien moins juste que le moindre des 207 pays "réels" le composant.

Étant donné la portée internationale de nombreux défis actuels, la gouvernance mondiale est incontournable. Selon Kemal Dervis, "Nous avons besoin d'une coordination mondiale sur la gestion des biens mondiaux. Les prix de l'alimentation pourraient être gérés de façon bien plus efficace. La crise alimentaire actuelle nous renvoie plusieurs années en arrière dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), notamment du premier. Et il est impossible de prévoir comment vont évoluer les prix de l'alimentation. Il paraît relativement évident que nous ne pouvons pas maîtriser le réchauffement planétaire sans la coopération des pays émergents. Mais les pays riches restent les premiers pollueurs. En valeur absolue, la Chine émet désormais autant de CO<sub>2</sub> que les États-Unis. Mais en valeur relative, la différence est de taille : les États-Unis émettent 20 tonnes de CO<sub>2</sub> par habitant, contre 9 tonnes en Europe et 5 tonnes en Chine". Soulignant qu'il était urgent d'instaurer une gouvernance globale "et des mécanismes de répartition de l'impact", Kemal Dervis a jugé qu'il s'agissait là de "problèmes essentiellement politiques". En d'autres termes, il s'agit plus que jamais d'une question de puissance et d'intérêts. "Nous nous rallions à votre avis", a répondu un membre de l'auditoire, "mais appelons donc les coupables par leur nom. Quelles personnes et institutions doivent changer de politique, sous peine d'être accusées d'inaction ?"



Bertrand Ramcharan, Ndioro Ndaye

## Démocratiser la prise de décision

Ngairé Woods, de l'université d'Oxford, a souligné qu'il était indispensable de démocratiser la prise de décision économique mondiale. À l'heure actuelle, un groupe restreint de pays fait la loi. Dans le même temps, la crise du crédit explose dans ce noyau très instable, fragile. Il est permis de se demander si les pays en développement sont toujours désireux de suivre cette voie. Selon Ngairé Woods, "Le noyau dur est en train de perdre sa place. Non seulement en termes de légitimité, mais aussi en raison du glissement de pouvoir vers les marchés émergents en matière de commerce, de réserves mondiales, d'investissements et de ressources énergétiques. Il y a quarante ans, les États-Unis étaient le premier créancier, ils sont désormais le plus gros débiteur. Ce n'est plus Washington qui prend les décisions, mais Pékin et les pays du Golfe." Ngairé Woods a soulevé cette question fondamentale : quelles conséquences cela va-t-il avoir sur des institutions comme la Banque mondiale ou le FMI ? "Les pays émergents mettent en doute l'impartialité de ces institutions. Pourquoi devraient-ils y participer en les faisant leurs ? Nous devons absolument faire évoluer la situation et reconnaître leur place aux nouvelles puissances économiques. Sinon, comment convaincre ces pays de nous rejoindre autour de tables rondes organisées pour résoudre des problèmes mondiaux ?"

Certes, il se peut que les problèmes soient politiques, mais les solutions ne viendront pas de la classe politique, a déclaré Juan Somavia, directeur général de l'Organisation Internationale du Travail (OIT). M. Somavia estime que les intellectuels devraient prendre l'initiative. Il a exhorté les centaines d'universitaires présents à

s'engager. "Nous avons besoin de changement. Pour changer, il faut élaborer de nouvelles idées et perspectives. L'impulsion viendra d'analyses fondées et détaillées."

Pour Juan Somavia, la marche à suivre s'impose de manière "assez évidente". Le discours libéral dominant des vingt dernières années n'est plus défendable et doit être amendé par le discours naissant sur le développement durable. Nous avons besoin d'une mondialisation juste. La transformation de cette nouvelle philosophie en référentiel réellement dominant et sa mise en œuvre vont requérir une volonté politique. "C'est là que le bât blesse", déplore Juan Somavia. "Les politiques restent nationales, attachées à des intérêts nationaux. Nous avons donc besoin d'un groupe de pression, comme le mouvement écologiste par exemple, pour faire avancer nos dirigeants politiques. Par la recherche, nous pouvons convaincre les gens que tout cela est inhérent à l'activité humaine." Il a directement appelé l'auditoire à agir : "C'est une question de pouvoir et de lutte sociale ; nous n'allons pas pouvoir avancer en douceur. Nous avons besoin d'une fédération de mouvements inspirés par des intellectuels tels que vous."

*Cet article a été reproduit avec l'aimable autorisation de The Broker. The Broker s'efforce de contribuer à une gouvernance fondée sur les faits et à une meilleure formulation des problématiques de recherche dans le domaine de la lutte contre la pauvreté et du développement international. The Broker aide les dirigeants, les professionnels et les scientifiques à mieux exploiter les résultats et les conclusions de la recherche et des évaluations récentes et en cours dans les domaines suivants : économie, gouvernance, sécurité, sciences et techniques. The Broker, son site internet et son bulletin d'information électronique sont publiés par la Fondation pour les publications internationales sur le développement (IDP) à Leyde (Pays-Bas). Pour en savoir plus (en anglais) : [www.thebrokeronline.eu](http://www.thebrokeronline.eu)*

*Ellen Lammers est rédactrice scientifique à The Broker  
Frans Bieckmann est rédacteur en chef à The Broker.  
E-mail : [editor@thebrokeronline.eu](mailto:editor@thebrokeronline.eu)*



## Peut-on rendre compatibles croissance économique et développement durable ? En équilibre entre changement climatique et Objectifs du Millénaire pour le développement

Rapport par Kimana Zulueta-Fülscher

Le présent article résume les principaux thèmes abordés lors de la deuxième séance plénière de la Conférence générale. Cette session s'est ouverte sur une très brève introduction de la présidente, Maja Bucar, soulignant qu'il était difficile, en pratique, de concevoir une politique conjuguant avec efficacité protection de l'environnement et lutte contre la pauvreté.

Le professeur Jean-Louis Arcand, premier intervenant de la séance, a projeté une présentation PowerPoint synthétique et éclairante dans laquelle il a évoqué les diverses activités de recherche des spécialistes qui analysent les perspectives à plus ou moins grande échelle ainsi que les difficultés et les contraintes rencontrées par ces derniers.

En substance, Jean-Louis Arcand a indiqué qu'à grande échelle, la littérature environnementale internationale pâtit fréquemment de très mauvaises données, d'une économétrie défailante et qu'elle est pratiquement dépourvue d'infrastructure théorique. En

revanche, de grandes avancées ont été accomplies dans la littérature internationale consacrée à la croissance : les études se fondent sur des théories économétriques solides, des stratégies d'identification sophistiquées, et l'accent est désormais mis sur l'analyse de phénomènes à très long terme, les données utilisées s'étendant de 1500 environ à nos jours. Monsieur Arcand a conclu que toute amélioration apportée à ces données empiriques serait marginale.

L'analyse à petite échelle compte des milliers d'études dans le monde entier. On dispose d'analyses de qualité sur les ménages et les réponses individuelles apportées aux changements institutionnels ou politiques.

Cependant, les données reposent sur des tendances de la pauvreté à court terme et il n'existe aucune information sur le long terme. Cela signifie que l'on ne peut pas avoir de perspective à long terme lorsque l'on étudie des phénomènes à petite échelle, et ce pour un certain nombre de raisons : manque de continuité dans la recherche, rétention d'informations par les organes publics, incitation à la mobilité au sein des organisations internationales et manque d'intérêt de la part des dirigeants locaux. Jean-



Wolfgang Sachs

Louis Arcand a suggéré des solutions possibles pour remédier à ces problèmes :

- tenter d'établir une continuité dans l'effort de recensement de données ;
- s'efforcer de consolider les liens avec les organisations recensant régulièrement des données ;
- chercher à intensifier les échanges avec les universités des pays en développement et s'impliquer dans leurs projets ;
- favoriser une coopération interdisciplinaire plus étroite entre sociologues, anthropologues et économistes.

Le deuxième intervenant, Monsieur Gore, a souligné que seule une bonne compréhension du cadre conceptuel permettait de répondre aux

questions soulevées dans le cadre de la séance. Il a demandé si les Objectifs du Millénaire pour le développement entraient dans le cadre du rapport entre développement et croissance dont il était question.

La théorie du développement change de référentiel tous les vingt-cinq ans depuis 1957. De 1957 à 1982, la tendance était à la politique de développement nationale, focalisée sur la libération des peuples. De 1982 à 2007, ce sont les politiques d'intégration mondiale qui ont pris

le relais, avec la "libéralisation de l'économie". Et à présent, pour la période 2007-2032, une nouvelle tendance encore se fait jour. Elle réunit tous les éléments abordés dans le cadre de la présente conférence : les OMD, l'environnement, le développement durable, la réduction de la pauvreté, etc. Il s'agit d'un processus de rééquilibrage.

La période actuelle se caractérise par :

- la raréfaction des ressources et le retard technologique ;
- de flagrantes inégalités et relations

- d'interdépendance mondiales ;
- l'importance croissante des interactions complexes Nord-Sud et Sud-Sud ;
- la mondialisation des attentes sans la mondialisation des chances ;
- l'incohérence conceptuelle, les problèmes mondiaux étant traités dans des cadres de référence nationaux.

Il est impératif d'adopter une approche plus élaborée sur les OMD et les problématiques de développement. Jusqu'à présent, les OMD ont fait l'objet d'interprétations très subjectives et partiales. Nous devons prendre acte de leurs faiblesses et tenter de les améliorer, mais surtout pas les rayer de la carte.

Le troisième intervenant, Wolfgang Sachs, a

attiré notre attention sur sept constats concrets :

1. La civilisation occidentale doit son essor au charbon et aux colonies. Mais cet essor s'appuyait sur une abondance temporaire des ressources, or, désormais, des contraintes se font jour. La grande tragédie de notre époque est que l'imagination collective mondiale se focalise sur l'essor de cette civilisation, mais que les moyens de lui emboîter le pas se raréfient.
2. La croissance économique suppose une croissance matérielle, et cela se répercute sur l'environnement. Or, ces dernières années, l'impact environnemental excède la croissance économique.
3. La croissance économique ne contribue pas à la réduction de la pauvreté. Ce n'est pas tant la croissance globale qui importe que sa répartition.
4. Une nette diminution des émissions de dioxyde de carbone n'est pas compatible avec la croissance. Pour être durable, l'économie doit reposer sur une consommation des ressources modérée, or cela se révèle difficilement compatible avec une croissance globale exponentielle. Il n'est donc pas possible de poursuivre sur la voie d'une telle croissance.
5. Les quotas d'émissions de dioxyde de carbone alloués aux nouveaux pays industrialisés ne leur permettraient pas un même essor qu'une économie irresponsable.
6. Les répercussions sur l'environnement sont particulièrement flagrantes dans les pays pauvres. Les pays du Nord doivent pour leur part aller dans le sens d'une croissance plus durable.
7. Il n'y aura pas de développement durable tant que la croissance des biens commerciaux ne sera pas subordonnée au bien commun. Il importe notamment d'élargir notre horizon sur le sens de la richesse.

Monsieur l'ambassadeur Oswaldo de Rivero, quatrième et dernier intervenant, a commencé son allocution sur le postulat suivant : croissance économique et développement durable sont incompatibles et le resteront pendant les décennies à venir. Cela tient au fait que dans l'économie mondiale, la production est tributaire de combustibles fossiles qu'il ne sera pas possible de remplacer, du moins à court terme, faute de substitut viable.

Nous devons modifier notre mode de consommation. À l'heure actuelle, nous vivons selon un "modèle californien" de consommation

effrénée. Ces cinquante dernières années, la croissance du PIB dans les pays industrialisés s'est accompagnée d'un rythme de dégradation sans précédent des écosystèmes.

Un autre problème est inhérent au culte voué par les grandes organisations internationales telles que la Banque mondiale, le FMI et même les Nations unies à la croissance annuelle du PIB, qui revient à vénérer la destruction de notre propre habitat pour les générations futures.

Les OMD ne sont pas des objectifs de développement, mais seulement un palliatif de la misère humaine. On en oublie que les bas revenus peuvent être assez répandus, a fortiori avec la flambée actuelle des prix de l'alimentation et du pétrole. Mais surtout, l'humanité vit au-dessus de ses moyens et sa dépendance à l'égard de l'alimentation, de l'eau et de l'énergie devrait se solder à plus ou moins court terme par une catastrophe si rien ne change.

La majorité des gouvernements sont criblés de dettes, mais leur ligne politique se cantonne à des stratégies d'adaptation et non à des études de viabilité. Les technocrates nationaux et internationaux n'évoquent pas la viabilité des États, ce qui est imputable au mythe du développement selon lequel tôt ou tard, tous les pays seront développés. Nous devons nous libérer de ce mythe. Nous avons besoin d'un pacte social entre les pays pour lutter contre les pénuries. Or, seule la mise en œuvre de la démocratie nous permettra de venir à bout de ces déséquilibres et d'éviter leurs conséquences les plus graves.

Néanmoins, les gouvernements ne pourront guérir tous les maux. Les fautes écologiques sont dans la nature humaine et la véritable question est de savoir si nous sommes prêts à changer de mode de vie, puisque tout passe par les conflits et les compromis. Les résolutions naissent des tragédies. Ce ne sont pas des négociations et des conférences qui changeront le monde ; elles permettent seulement d'y voir plus clair.

Nous avons besoin d'une révolution sociale, individuelle et collective pour nous attaquer au problème du réchauffement planétaire, car il est inhérent à notre mode de consommation.

*Kimana Zulueta-Fülscher est chercheuse au FRIDE Fundación para las Relaciones Internacionales y el Diálogo Exterior, Spain*

## Assemblée générale 2008 de l'EADI

Le 27 juin 2008, l'Assemblée générale tris-annuelle de l'EADI a eu lieu à Genève à l'occasion de la 12e Conférence générale. Les thèmes suivants étaient à l'ordre du jour :

- élection du Comité exécutif et du Président,
- situation financière et avenir de l'association
- programme de travail de l'EADI (progrès réalisés et perspectives)
- membres et adhésions (chiffres)

La rencontre a été présidée par Jean-Luc Maurer, Président. Jean-Luc Maurer a passé en revue les réalisations des trois dernières années en comparant les résultats avec le programme de travail 2005-2008. Des rapports sur les progrès ont été faits dans les domaines suivants :

1. Ouvrir l'EADI
2. Réunion annuelle des Directeurs
3. Conférence générale 2008
4. Dynamisation du recrutement de membres
5. L'EADI et l'UE
6. Augmentation de la recherche de fonds
7. Banques de données et services en ligne
8. Amélioration du système des Groupes de travail
9. Renforcement de la revue périodique EJDR
10. Réorganisation de EADI Book Series
11. Ecoles internationales d'été
12. Participation et implication des membres du Comité exécutif
13. Ecole de l'EADI : master et/ou doctorat
14. Système d'accréditation des Etudes sur le développement

Jean-Luc Maurer a remercié tous ceux qui ont œuvré à la réalisation de ces succès

Les comptes et le budget 2005-2008 ont été approuvés par l'Assemblée, et on a officiellement donné décharge au Secrétariat. Tous les nouveaux membres qui ont rejoint l'association au cours des trois dernières années ont été officiellement acceptés par l'Assemblée générale.

Finalement les résultats de l'élection ont été annoncés. Tous les candidats au Comité exécutif ont été élus et on les a félicités. Jean-Luc Maurer (IHEID, Institut des hautes études internationales et du développement, Genève) a été élu par acclamation.

Jean-Luc Maurer a brièvement passé en revue son programme de travail pour les années à venir qui a pour but d'intensifier et de renforcer les projets qui ont été lancés. Le programme devrait être discuté pendant les prochains mois, les membres pourront ensuite en prendre connaissance en consultant le site web.

Une liste de tous les membres du Comité exécutif se trouve au verso de la couverture de ce numéro de la Lettre d'information de l'EADI, ainsi que sur le site web de l'EADI.

# Gérer le changement dans les instituts de recherche sur le développement

## Bilan de la 12e Conférence générale de l'EADI par Simon Maxwell

Atmosphère chaleureuse pour la Conférence générale de l'EADI en juillet. Dans les salles de conférences, la température rivalisait avec la chaleur inhabituelle qui régnait dans les rues de Genève, heureusement tempérée par la brise et une promenade en bateau rafraîchissante sur le lac Léman !

Plus sérieusement, la Conférence a été très fructueuse pour bon nombre d'entre nous en raison de la qualité des contributions écrites et orales, notamment lors de l'atelier d'un jour organisé sur le thème "Préparer l'avenir et gérer le changement dans les instituts de recherche et les groupes de réflexion". Cet atelier, initialement réservé aux directeurs d'instituts, a fini par s'ouvrir à un plus large public et cela n'a pas nui à la qualité des contributions, loin de là.

Pour mémoire (voir mon article dans la Lettre d'information de l'EADI 1-2008), notre objectif était de créer un espace sécurisé dans lequel les directeurs et les responsables de la gestion du changement évoluant dans notre secteur pourraient mettre en commun leur expérience. Nous avons entendu dix interventions sur des sujets variés, allant de "la promotion de la qualité et de la crédibilité dans la recherche" à "la question de l'amélioration de la qualité et de l'efficacité", en passant par "la gestion des fusions et des grandes réorientations". Parmi les temps forts de l'événement, citons, dans le désordre :

### Jeter des ponts entre recherche et politique

Paul Engel, directeur de l'ECDPM à Maastricht, a parlé d'"influencer sans faire de lobbying". L'ECDPM ne dispose pas de programme de lobbying ; son principal objectif est d'améliorer le processus politique par un engagement à long terme avec des acteurs clés afin de faciliter la mise en place de partenariats et d'assurer une communication de qualité. Il a évoqué en bonne place une stratégie primordiale, à savoir le travail "en réseau", qui consiste à réunir des acteurs politiques, des professionnels et des spécialistes dans des secteurs politiques segmentés et à compenser les asymétries d'information.

Birgit Habermann, coordinatrice de la Commission d'études du développement à l'Académie des sciences autrichienne, a abordé la différence entre "recherche sur le développement", "recherche pour le développement" et "recherche sur les politiques de développement", en mettant particulièrement l'accent sur les possibilités d'établir des liens entre recherche, théorie et développement. Birgit Habermann plaide pour un déploiement plus conséquent de "compétences humaines" dans la recherche sur le développement : nous, chercheurs, devons "participer sans manipuler".

Ruerd Ruben dirige le Centre international pour les questions de développement de Nimègue. Il s'agit d'un centre universitaire trouvant ses racines dans l'activisme. Ruerd Ruben a évoqué la difficulté de faire le lien entre recherche sur le développement et politique de développement. Il a envisagé des possibilités passionnantes pour la création de nouveaux partenariats fondés sur des principes tels que "intérêts partagés, responsabilités séparées". La nomination du personnel devrait-elle être commune aux universités et aux agences de développement ? Faut-il envisager de créer des postes de recherche en coopération avec les ministères du Développement ? Élaborer des programmes de recherche et d'action communs avec les ONG ? Ruerd Ruben estime qu'il est possible de mettre au point des stratégies "triple gagnantes", qui bénéficieraient à la fois aux professionnels, aux chercheurs du Nord et à ceux du Sud.

### Envisager une refonte des institutions

Louka Katseli, désormais députée au Parlement grec, dirigeait récemment encore le Centre de développement de l'OCDE. Elle a raconté comment ce centre avait trouvé un second souffle après 2003, en se transformant, en augmentant le nombre de ses adhérents, en améliorant ses liens avec les décideurs et en obtenant une meilleure dotation. Sont manifestement payants les talents de gestion, la stratégie des résultats

rapides et la constitution avisée de groupes de soutien rassemblant divers acteurs. L'évaluation externe joue par ailleurs un rôle clé pour établir des liens de confiance et gagner en crédibilité.

Alberto Paloni a fourni un autre exemple de gestion du changement, en évoquant cette fois le cas du Centre d'études du développement de l'université de Glasgow. Comment ce centre est-il parvenu à regonfler ses effectifs étudiants et à se forger une solide réputation dans de nouveaux domaines d'action tels que la finance internationale ? En se réorganisant de fond en comble, en modifiant la structure des enseignements et en travaillant avec de nouveaux partenaires au sein de l'université, tout en s'adressant à de nouveaux viviers d'étudiants à l'étranger. Voilà comment cette université a su asseoir sa renommée !

Ben Lamoree dirige le Centre international de l'eau et l'assainissement (IRC) aux Pays-Bas. Parmi les défis qu'il a évoqués figurent les profondes mutations à l'œuvre dans le domaine du financement, associées à une augmentation des capitaux à destination des organisations du Sud. Dans ce contexte, le partenariat Nord-Sud est devenu un enjeu majeur. Comme l'ont montré d'autres contributions telles que celle de Birgit Habermann, il s'agit là d'un parcours semé d'embûches.

### Gérer la qualité

Desmond McNeill a évoqué l'époque où il était directeur du Centre pour le développement et l'environnement à l'université d'Oslo. Dans ce milieu de travail, la qualité de la recherche était un élément crucial pour le positionnement sur le marché et le financement, ainsi qu'un sujet controversé pour un centre interdisciplinaire tourné vers la pratique, cerné au sein de l'université par des départements académiques spécialisés et rattachés à une discipline précise. Un changement simple et radical a consisté à se battre pour que tous les chercheurs soient titulaires d'un doctorat ou en passe de l'obtenir. Desmond McNeill a pu en tirer la leçon de gestion générale suivante :

"la décision initiale fut très claire et simple, difficile à contester, et eut des effets dus à des forces indépendantes de notre volonté". S'ensuivit une nette amélioration des qualifications de l'équipe et de la qualité des publications du centre.

Robrecht Renard a dû faire face à un problème semblable à l'Institut de politique et de gestion du développement de l'université d'Anvers. Comme dans beaucoup de nos centres, le travail de conseil et l'action politique peuvent être considérés comme nuisibles à l'excellence de la recherche dans un contexte universitaire, mais

ils fournissent à l'équipe des occasions inespérées de s'engager sur le terrain. À Anvers, des efforts ciblés ont été déployés pour intégrer le conseil politique à l'enseignement et à la recherche. Une possibilité consiste par exemple à porter la division du travail entre enseignement, recherche et "prestation de services" à une proportion de 40/40/20. Mais faut-il faire aussi apparaître explicitement la gouvernance dans cette division, avec une répartition de 30/30/30/10 entre enseignement, recherche, gouvernance et prestation de services ? Robrecht Renard a

également fait remarquer que nous avons besoin de meilleurs indicateurs pour évaluer la qualité de la gouvernance.

### Les fusions d'institutions

Michel Carton et Nanna Hvidt ont tous les deux abordé la question de la fusion des institutions de développement et de la politique étrangère, le premier en Suisse, la seconde au Danemark. Les fusions obéissent tantôt à des exigences *continuation voir page 11*

## La renaissance de la revue scientifique EJDR

De grands changements se passent à la revue European Journal of Development Research, La revue périodique universitaire que les membres de l'EADI reçoivent automatiquement en tant que membres. Au cours des deux dernières années, nous avons constamment procédé à toute une série de changements:

Nous avons agrandi notre comité de rédaction et nous avons simplifié la gestion de la revue : au lieu de l'équipe de 2 rédacteurs/coordonateurs de publication nous avons maintenant 4 rédacteurs et un responsable de la revue des publications et livres. De plus, nous avons un coordinateur administratif qui gère les aspects quotidiens et s'occupe des tâches de maintenance. Nous sommes aussi passés à une soumission en ligne et à un processus d'arbitrage scientifique ; ceci permet un retournement plus rapide d'articles envoyés. En moyenne, nous sommes capables de terminer la première phase de l'évaluation en 3 mois ; nous pratiquons un double examen collégial anonymé.

Nous avons commandé une nouvelle couverture, plus moderne, et nous avons changé la mise en page, les caractères d'imprimerie et la présentation des articles individuels.

Nous nous trouvons maintenant dans le processus de revitalisation du comité de rédaction, grâce à une variété de nouveaux membres éminents pour représenter l'accent qu nous mettons sur la qualité, ainsi que pour avoir une plus grande couverture géographique - l'EJDR veut en effet attirer une plus large gamme de lecteurs et d'auteurs du monde entier.

Un premier résultat est que le nombre d'articles proposés a augmenté de 120 % les deux dernières années ; nous venons justement

de négocier un nouveau contrat avec Palgrave Macmillan qui va publier la revue EJDR à partir de 2009. Outre ce accord important, nous allons aussi à partir de 2009 passer de 4 à 5 numéros par an. De plus nous planifions les activités suivantes :

Nous allons inviter des leaders d'opinion et des praticiens de renom actifs dans la communauté du développement pour qu'ils contribuent sous forme de 'témoignages d'opinion'. Le 'thème 21.1' comprend des témoignages de directeurs de cinq centres de recherche sur le développement tous importants et situés dans quatre continents ; ils seront centrés sur les questions les plus saillantes des cinq années à venir. Parmi les personnes qui y contribueront on peut trouver :

- Bonnie Campbell, Institut d'Etudes Internationales de Montréal (IIEM), Université de Montréal, Canada
- Michael Woolcock, Brooks World Poverty Institute, University of Manchester, RU
- Neera Chandhoke, Developing Countries Research Centre (DCRC), Université de Delhi, Inde
- Elizabeth Jelin, Instituto de Desarrollo Económico y Social (IDES), Buenos Aires, Argentine
- Vishnu Padayachee, School of Development Studies, Université du KwaZuluNatal, Afrique du Sud

A partir de 2010, nous allons développer une nouvelle section de la revue intitulée 'policy briefings' qui sera plus orientée vers les praticiens du développement.

Dans une nouvelle section, nous allons de temps en temps mettre en évidence des rapports importants, des publications d'initiatives de

développement ; nous inviterons alors différents acteurs du secteur du développement et des experts à faire part de leurs commentaires pointus, de leurs évaluations et de leurs perspectives.

Au comité de rédaction de EJDR, nous sommes enthousiasmés par ces changements et nous vous encourageons à jeter un regard curieux sur les nouveautés dans notre revue. Nous vous encourageons à faire en sorte que vos collègues et les étudiants aient eux aussi la chance de lire cette revue périodique. Donnez leur des numéros de la revue et encouragez-les à s'abonner à EJDR !

Vous voulez en savoir plus ? Visitez notre site web, et n'hésitez pas à nous contacter si vous avez des questions !

Rajneesh Narula

Editor-in-Chief, EJDR

<http://www.palgrave-journals.com/ejdr>



## Prix EADI 2008

Nous avons l'immense plaisir de décerner le Prix EADI 2008 d'excellence dans les études sur le développement à un jeune chercheur qui nous a soumis une contribution soulevant des questions cruciales pour la recherche en la matière.

L'EADI a créé ce prix pour stimuler la recherche novatrice, pluridisciplinaire et diversifiée sur les questions de développement. Il a été lancé en 2005 afin de récompenser et de faire connaître la nouvelle génération de chercheurs spécialistes du développement.

Parmi les candidats de cette édition, c'est sans la moindre hésitation que le jury a nommé le lauréat : Dolf te Lintelo, auteur d'un remarquable article intitulé "Les politiques spatiales de l'hygiène alimentaire : la réglementation du commerce de proximité à Delhi". En mai 2007, le conseil municipal de Delhi a interdit du jour au lendemain la cuisine de rue avec l'approbation de la Cour suprême.

Les préoccupations de santé publique ont donc primé sur les répercussions de cette décision - notamment sur le gagne-pain des commerçants de rue et les habitudes alimentaires des habitants de Delhi.

Dans son article, Dolf te Lintelo nous livre une interprétation de cette interdiction en analysant la politique municipale sur la trame des réformes économiques, de la refonte du commerce de détail, de l'émergence d'une prise de conscience sur la sécurité alimentaire et des revendications croissantes que font entendre les classes moyennes à la municipalité.

Selon l'auteur, la soudaineté de cette interdiction occulterait la tradition d'une réglementation qui aurait systématiquement privilégié certains types de commerces de détail en concevant et en élaborant des politiques à la mise en œuvre hétérogène.

L'article aboutit à cette conclusion essentielle : "L'interdiction, officiellement justifiée par un souci de santé publique, reflète et instaure en réalité une politique spatiale départageant les revendications concurrentes des classes

défavorisées et des classes moyennes concernant l'espace public urbain".

Le jury de l'EADI a sélectionné l'article car il s'attache à la sécurité alimentaire, problématique négligée dans les études du développement. Cependant, l'analyse va plus en profondeur encore, dépassant la rhétorique des structures gouvernementales et des politiques officielles, décortiquant la mise en œuvre de ces mesures sur le terrain et sa conformité au discours officiel.

Dolf te Lintelo a fait des études d'administration publique et de sciences politiques à l'université de Twente (Pays-Bas). Il a achevé son doctorat en études sur le développement en mai 2008 à l'École supérieure d'études du développement, au sein de l'université East Anglia (UEA) à Norwich (Royaume Uni). La contribution qui lui a permis de remporter le prix se fonde sur sa thèse de doctorat. Elle sera publiée dans la revue *European Journal of Development Research*, vol. 21, n° 1.

Nous adressons à Dolf nos plus sincères félicitations, et nos meilleurs vœux l'accompagnent pour la suite de sa carrière !

## Réunion annuelle des directeurs de l'EADI 2008

L'édition 2008 de la réunion annuelle des directeurs de l'EADI le 25 juin 2008 a remporté un franc succès lors de la Conférence générale. Quelque cinquante directeurs d'instituts de recherche sur le développement et représentants d'organisations donatrices ont participé à cette réunion d'une heure, qui s'inscrivait dans la continuité directe de la précédente en 2007. Aussi la Lettre d'information de l'EADI 2-2007 peut-elle servir de document de référence et compléter les différents sujets et résultats évoqués ci après :

### Accréditation des études sur le développement

Un guide pour le contrôle entre spécialistes dans les études sur le développement a été élaboré. L'Institut des études sociales (ISS) de La Haye, aux Pays-Bas, s'est proposé pour organiser un contrôle collégial en 2009.

### Atelier/réseau doctoral

Les participants ont brièvement partagé leur vécu en matière d'ateliers avec des étudiants en doctorat. L'ISS de La Haye a fait état d'expériences positives en la matière avec "Dialogues sur le développement" et s'est porté

volontaire pour organiser un premier atelier de doctorat de l'EADI en 2009. L'Institut d'études du développement (IDS) de Brighton (Royaume-Uni) a offert d'orchestrer un deuxième atelier en 2010.

### Master de l'EADI en Études sur le développement

Lancé il y a quelques années, ce projet visait à mettre en place un cursus de Master cogéré par plusieurs universités partenaires. Entre-temps, il a été abandonné faute de financements. Gianni Vaggi, directeur du CICOS, s'est proposé pour continuer à travailler sur le projet.

### Classement des périodiques

Un rapide bilan sur le classement des revues CERES/EADI a été réalisé (<http://www.eadi.org/index.php?id=481>). Les directeurs de l'EADI ont décidé d'aller plus loin encore et de traiter la question en organisant une table ronde lors de leur prochaine réunion. Simon Maxwell a évoqué les principaux résultats ressortant des débats organisés lors de la Conférence générale sur le thème "Gérer le changement" et annoncé la parution d'un rapport de synthèse. Le principal

défi identifié lors de la conférence est le maintien de la qualité dans la recherche à une époque où les contraintes liées aux bailleurs de fonds, aux évaluations externes et aux fusions d'institutions sont importantes. Simon Maxwell suggère de mettre en place des groupes de travail sur certains sujets abordés pendant la conférence, ainsi qu'un "programme de développement pour les dirigeants" proposant une formation continue aux responsables des instituts de recherche sur le développement à long terme (voir le rapport de Simon Maxwell dans la présente édition de la Lettre d'information).

### Recherche au niveau européen

Le groupe de travail continuera à assumer ses tâches sous forme de sous-commission du Comité exécutif de l'EADI. Jusqu'à présent, sa principale mission consistait à définir la position de l'EADI vis-à-vis de la Commission européenne. Le Rapport européen sur le développement a été un enjeu essentiel en 2007 et 2008.

*Toutes ces publications sont consultables en ligne sur le site [www.eadi.org](http://www.eadi.org).*

## 4e Ecole internationale de l'été de l'EADI

# Perspectives récentes pour la Coopération au développement, la Paix et le Conflit

Institut HEGOA, Université du Pays Basque, Bilbao, 8-12 septembre 2008

La 4e Ecole internationale de l'été de l'EADI s'est tenue à Bilbao, du 8 au 12 septembre 2008, accueillie par HEGOA, l'Institut des Etudes du Développement et de la Coopération Internationale à l'Université du Pays Basque<sup>1</sup>. Elle a été organisée par Irantzu Mendia et Karlos Pérez de Armiño, avec l'assistance d'autres membres de l'Institut, spécialement Gloria Guzmán et María López, ainsi qu'avec la collaboration de Susanne von Itter pour le Secrétariat de l'EADI<sup>2</sup>. L'organisation de l'Ecole de l'été a aussi été rendue possible grâce à une généreuse subvention fournie par le Département pour la Coopération Développement du Gouvernement régional basque.

L'objectif général de l'Ecole de l'été est d'offrir un espace pour la formation et les débats sur les théories et les méthodologies concernant les liens entre la coopération au développement, la paix et le conflit. Ces liens sont devenus de plus en plus importants depuis les années 90, et ils ont posé des défis majeurs pour les chercheurs, les praticiens de l'aide au développement et les décideurs politiques, qui veulent rendre l'aide humanitaire et l'aide au développement plus sensible aux causes et conséquences de conflits violents, et donc en faire des outils utiles pour la construction et le maintien de la paix.

Dix orateurs éminents venant de différents pays ont participé, certains provenant d'institutions membres de l'EADI. Leurs contributions (selon ce que les participants ont exprimé dans l'évaluation finale) étaient non seulement excellentes pour leur haut niveau théorique en ce qui concerne leur contenu, mais elles ont été présentées de manière très communicative, tout cela étant des facteurs importants qui ont contribué au succès du cours. Quelques 34 participants venant de 15 pays y ont participé (y compris des pays non européens tels que le Nigeria, le Bangladesh, l'Australie et le Mexique). La plupart d'entre eux étaient des étudiants de niveau Master ou des doctorants ;

d'autre part il y avait aussi des chercheurs et des praticiens de différentes ONG, de fondations et d'institutions publiques. Leurs expériences personnelles et universitaires, en même temps que leur situation professionnelle en lien avec le thème de l'Ecole de l'été a permis d'avoir des débats très riches après chaque session.

La présentation de l'Ecole de l'été de l'EADI a été faite par les différentes institutions impliquées : Luis Guridi (directeur de HEGOA), Eukén Barreña (Département pour la Coopération au Développement au sein du Gouvernement régional Basque), Aintzane Doiz (Vice-recteur pour les Relations Internationales, Université du Pays Basque), Thomas Lawo (Secrétaire exécutif de l'EADI) et Karlos Pérez de Armiño ainsi que Irantzu Mendia au nom de l'équipe d'organisation.

L'Ecole a été organisée autour de cinq modules thématiques. Le lundi était surtout axé sur l' "Ordre International et la Sécurité après la Guerre Froide", en tant que cadre introductif pour le reste de la semaine. La première intervenante, Caterina García Segura (Université Pompeu Fabra, Barcelone), a expliqué les changements, les caractéristiques et la structure de l'ordre mondial de la période post-Guerre froide, en fournissant les principaux outils théoriques qu'elle offre la discipline des Relations Internationales pour les analyser. Ensuite, Christopher Cramer (School of Oriental and African Studies, Londres), s'est centré sur les causes et les impacts des conflits armés, il a porté une attention spéciale aux différents débats qui existent autour des motivations des guerres civiles. Finalement, Mandy Turner (Department of Peace Studies, Université de Bradford au RU) a fait part de ses réflexions sur la sécurité et les agendas du développement, qui sont perceptibles, par exemple, dans le paradigme de la sécurité humaine.

Après la séance d'introduction, le thème général du mardi était "Construction de la Paix,

Coopération au Développement et Action Humanitaire". Dans sa seconde session, Christopher Cramer a abordé certains défis et difficultés qui dérivent de situations du processus de reconstruction dans la phase post-conflit, un domaine dans lequel le lien entre paix et développement est particulièrement important. Dans la même direction, Mandy Turner a parlé de l'évolution et des dilemmes actuels de l'aide humanitaire, en portant un regard spécial sur son utilité potentielle comme outil de 'peacebuilding'. Le troisième exposé du jour a été fait par Thania Paffenholz (Institut des hautes études internationales et du développement IHEID, Genève), qui a expliqué les origines et les caractéristiques de l'approche appelée "conflit sensitive development". Finalement, tous les trois intervenants mentionnés ont participé à la table ronde de l'après midi sur les effets de l'aide internationale dans le cadre de conflits et de situations post-conflituelles.

Le mercredi a été centré sur le thème "Initiatives locales pour la paix"; cette partie du programme s'est déroulée à Gernika (ville située à 35 km de Bilbao). Cette ville, représentant pendant des siècles un symbole de liberté pour les Basques, avait été bombardée et détruite pendant la guerre civile (et peinte de façon magistrale par Picasso), pour devenir ensuite un symbole de paix ainsi qu'un centre de différentes initiatives pour la paix. Après une visite guidée au Monument de la Paix de Gernika, il y a eu trois présentations pendant l'après midi. La première, faite par Thania Paffenholz, était un exposé général sur le processus de construction de la paix reposant sur la communauté de base, elle s'appuyait en ceci sur sa large expérience du terrain en ce domaine. Au cours du second exposé, Andreas Schäfer a expliqué les activités et les objectifs de Gernika Gogoratuz, un Centre de recherche sur la paix situé à Gernika qui met en pratique des initiatives de 'peacebuilding' non seulement dans le Pays Basque mais aussi à

l'étranger. L'intention de la troisième intervention se voulait être une réflexion sur les caractéristiques et les perspectives futures concernant le conflit dans le Pays Basque, ainsi que sur les chances pour un succès d'initiatives de paix ras du sol dans la région. Cette session a été animée par Gorka Espiau, ancien porte-parole de Elkarri (mouvement pour le dialogue et la paix dans le Pays Basque) et actuellement conseiller pour 'peacebuilding' auprès de la Présidence du Gouvernement Basque. Cet intéressant et intense troisième jour s'est terminé par une activité de loisir ; une marche de détente dans l'Urdaibai, une aire de biosphère protégée par l'UNESCO et un des paysages les plus pittoresques de la Côte Basque.

Le thème du jeudi était "Genre, Paix et Conflit", un des thèmes émergents et sujet à une nécessaire discussion pour aborder les études de paix conflits. Au cours de la première session, Dubravka Zarkov (Institute of Social Studies, La Haye, Pays-Bas) a expliqué les principaux liens qui existent entre conflit et développement

dans une perspective de genre, en prenant appui sur les principales leçons à tirer de la littérature et de la pratique dans ce domaine. Par après, Dominique Saillard (consultante sur les questions de genre et de paix) a mis l'accent sur les différentes approches féministes à la construction de la paix. Au cours de l'après-midi, Dubravka Zarkov a animé un atelier sur les traumatismes (post)conflituels et la justice dans une perspective du genre ; cette approche a offert un important complément aux explications théoriques précédentes en impliquant les étudiants avec leurs expériences. Ce quatrième jour s'est terminé par une autre activité de loisirs : une visite guidée au Musée Guggenheim, une pièce majeure de l'architecture moderne qui au cours des 10 dernières années est devenue le nouvel emblème de la ville de Bilbao.

Le vendredi a été consacré à l'analyse des politiques de paix et de sécurité, sous le titre "Politique de Paix et de Sécurité Européenne: UE et Organisations Bilatérales". Gemma Collantes (City University London) a porté son

attention sur les t e n d a n c e s actuelles dans la politique de sécurité de l' U n i o n européenne, ensuite Jesús Núñez (Institute of Studies on Conflicts and Humanitarian Action, Madrid) a présenté la stratégie de

construction de la paix récemment définie par le gouvernement espagnol. L'après-midi, Gemma Collantes a animé une session focalisée sur les limites de l'aide internationale au processus de redressement et réhabilitation dans les Balkans de l'Ouest, ce qui représente une étude de cas importante pour les bailleurs de fonds européens. Pour terminer, la session finale a été ouverte par un débat ouvert parmi les participants, celui-ci étant précédé de réflexions présentées par Jesús Núñez sur l'avenir proche de la recherche sur la paix et le développement.

L'Ecole d'été s'est terminée par un dîner, qui a fourni un autre espace informel bien venu pour échanger des expériences, des emails et aussi de la joie, après une semaine de sessions scientifiques d'excellent niveau et aussi de discussions très agréables.

Encore une fois: un grand merci aux intervenants, aux participants et aux collègues.

[www.hegoa.ehu.es](http://www.hegoa.ehu.es)

*1 La première Ecole de l'été de l' EADI a été organisée en 2003 par l' IUED à Genève, la seconde en 2004 par l'Université de Twente aux Pays-Bas, et la troisième à Prague par le Centre des Etudes du Développement à l'Université des Sciences économiques de Prague.*

*2 Karlos Pérez de Armiño est chercheur à HEGOA et Assistant en Relations internationales à l'Université du Pays Basque. Irantzu Mendia and María López sont des chercheurs à HEGOA candidats pour un PhD; Gloria Guzmán est Coordinatrice de la Recherche en Etudes régionales à HEGOA.*



*continuation de page 8*

financières, tantôt de impératifs idéologiques inhérents à la relation entre politique étrangère et développement, ou encore par de simples enjeux administratifs. Quel que soit le motif, la politique des institutions et du recrutement exige de grands talents de gestion.

Cet atelier s'est caractérisé par ensemble varié et disparate de contributions écrites et orales, où nombre de préoccupations se sont rencontrées sans laisser émerger pour autant un thème dominant, car ce n'était pas le but à ce stade. Nous avons réussi à confirmer notre

hypothèse de départ, à savoir que les directeurs d'instituts de l'EADI partagent les mêmes préoccupations concernant les programmes de recherche sur lesquels ils travaillent ou au-delà de ce cadre - et qu'ils gagneraient à apprendre les uns des autres et à se soutenir mutuellement. En tout cas, j'ai moi-même beaucoup appris et je sais désormais où trouver de l'aide !

J'espère que cette conférence nourrira et guidera les travaux futurs de l'EADI. Il serait bon de réunir davantage d'exemples, mais aussi de croiser toutes ces présentations thématiques avec un ensemble de questions fonctionnelles

concernant tout ce que "diriger" et "gérer" implique dans notre domaine. Élaborer un projet. Créer et gérer des partenariats avec des acteurs extérieurs. Procéder à des changements. Améliorer la transparence. Faire la promotion de nos activités. Telles sont, entre tant d'autres, les compétences dont nous avons besoin et que nous pouvons acquérir en nous aidant mutuellement.

*Simon Maxwell est Directeur du Overseas Development Institute, Londres*

## Séance d'information de l'EDC2020

# L'Union européenne, l'Afrique et la Chine : perspectives et défis d'une coopération

Le 29 octobre 2008 s'est tenue pour la première fois à Bruxelles une séance d'information de l'EDC2020 destinée aux parlementaires et aux décideurs politiques sur le thème "L'Union européenne, l'Afrique et la Chine : opportunités et défis d'une coopération trilatérale". Elle était présidée par **Sven Grimm**, chercheur à l'Institut allemand du développement (DIE). La conférence visait à informer les participants de la récente communication de la Commission européenne intitulée "L'Union européenne, l'Afrique et la Chine : vers un dialogue et une coopération trilatérale sur la paix, la stabilité et le développement durable". Jos van Gennip, président de la section néerlandaise de SID, a ouvert la séance en soulignant qu'il n'était pas possible de résoudre les défis européens sans tenir compte du contexte mondial et de la nouvelle multipolarité.

**Uwe Wissenbach**, coordinateur des relations Afrique-Chine à la Commission européenne au sein de la DG Développement, a rappelé que le débat (surtout mené par des non-spécialistes) sur la présence de la Chine en Afrique avait commencé en 2005/2006. Ce débat aurait contribué à diffuser l'idée selon laquelle la Chine serait en train de devenir un acteur prépondérant

en Afrique et de saper ainsi activement la politique occidentale - ce qui est loin de refléter la réalité, plus nuancée. En revanche, la Chine représente une concurrence, notamment dans certains secteurs économiques dans lesquels elle menace de détrôner les entreprises occidentales. En matière de coopération, cela élargit l'éventail des possibilités pour l'Afrique en réduisant la place privilégiée de la coopération Europe-Afrique fondée sur l'assistance tout en procurant au continent africain des ressources supplémentaires bienvenues pour son développement. Aussi la Commission européenne s'efforce-t-elle de montrer, dans sa communication, que l'Union européenne accorde de l'importance à la coopération avec les deux partenaires et que l'engagement chinois devrait être considéré comme complémentaire dans certains domaines d'intérêts partagés. Tout en étant pleinement consciente des critiques formulées à l'encontre de la politique chinoise, la Commission européenne a jugé nécessaire de mettre en valeur les synergies de coopération et de créer des cadres profitables à tous, notamment dans les domaines suivants :

1. paix et sécurité ;

2. infrastructures ;

3. gestion durable des ressources naturelles ;

4. agriculture et sécurité alimentaire.

Le dialogue et la coopération devraient permettre aux partenaires de mettre en commun leur expérience, d'améliorer leur compréhension réciproque et de lancer des actions communes dans les domaines où cela les potentialise. Cela relève d'une démarche pragmatique, modulable et progressive axée sur les domaines dans lesquels le dialogue est déjà engagé dans le cadre des partenariats UE-Afrique et UE-Chine. Un processus de consultation a eu lieu en amont de la communication et M. Wissenbach a insisté sur l'importance d'inclure un vaste ensemble d'acteurs. La communication devrait être considérée comme une offre de coopération à deux partenaires stratégiques de l'Union européenne et non comme une tentative d'imposer à ces derniers des concepts européens.

**Xuewu Gu**, titulaire de la chaire de politique d'Asie orientale au sein de l'institut du même nom à l'université de la Ruhr à Bochum, a identifié six grands défis :

1. Une évaluation différente de la situation en l'Afrique : dans la mesure où la Chine cherche à étendre son influence géopolitique sur le continent, cela complique l'alignement de la coopération chinoise sur les critères occidentaux.
2. Une nouvelle pondération de la coopération avec l'Afrique dans les programmes respectifs de l'Europe et de la Chine : tandis que la coopération européenne est axée en priorité sur l'aide publique au développement, la Chine considère l'Afrique comme un élément clé dans sa stratégie globale destinée à étendre son influence sur l'économie mondiale.
3. Un nouvel intérêt pour la coopération trilatérale d'une part, la Chine s'efforce d'apaiser les critiques européennes en consentant à une coopération trilatérale. De son côté, l'Union européenne a tout intérêt à intégrer la Chine aux politiques d'aide occidentales.
4. Des conceptions renouvelées sur la



Sven Grimm, Uwe Wissenbach, Helmut Reisen

# EDC2020



coopération : si l'Union européenne dispose de lignes directrices claires sur la coopération, la Chine se refuse à l'idée d'une coopération chargée de valeurs qui donnerait aux Africains la possibilité d'influencer les conditions de la coopération.

5. Une autre approche de l'attitude à adopter en matière de coopération envers les régimes autoritaires, l'Union européenne prenant des sanctions afin d'asseoir ses normes et ses exigences.
6. Une réévaluation des besoins actuels des Africains : si la Chine se focalise sur les infrastructures, qu'elle considère comme un préalable au développement économique, l'Europe insiste au contraire sur la bonne gouvernance et le soutien apporté à la société civile.

Xuewu Gu a conclu qu'il s'agissait de deux modèles de développement concurrents et qu'il serait erroné d'attendre de la Chine, régime autoritaire, qu'elle promeuve la bonne gouvernance dans les pays partenaires.

**Helmut Reisen**, directeur de recherche du Centre de développement de l'OCDE, a mis en relief deux grands mobiles de l'engagement chinois en Afrique : d'une part les matières premières et d'autre part le niveau élevé des retours sur investissement. Au niveau des matières premières, il a souligné à la fois les risques (intensification des structures duales, perspectives limitées pour l'emploi) et les opportunités (diversification des partenaires potentiels et des formes de partenariat, hausse des prix). Le second mobile économique serait la faiblesse des retours sur investissement pour les entreprises chinoises dans leur pays, ce qui s'explique par un taux d'épargne national de quelque 50 % du PIB. Pour tenter de survivre, les entreprises chinoises s'implantent à l'étranger, où il est possible d'obtenir un meilleur retour sur investissement.

Helmut Reisen a déclaré que les organisations basées en Afrique, telles que la Banque africaine de développement, devraient être plus impliquées dans le processus de coopération, car elles ne sont pas soupçonnées d'être guidées par les

critères ou les intérêts occidentaux. En outre, le secteur privé européen devrait s'engager dans la mesure où il pourrait contribuer aux besoins des Africains (notamment à l'amélioration des infrastructures). Pour l'heure, la coopération européenne se caractérise par une action réduite au profit d'une bureaucratie pesante, contrastant en cela avec la rapidité et l'efficacité chinoises sur le terrain.

**Le sénateur René van der Linden**, président du Comité de coopération européenne au sein du Sénat des Pays-Bas, a expliqué que la présence chinoise en Afrique permettait d'attirer l'attention de l'Union européenne sur le continent alors même que nous étions confrontés à une époque où l'aide publique au développement était soumise à de fortes contraintes. Il a confirmé les défis identifiés par Xuewu Gu, mais ajouté que l'État de droit devait devenir une condition sine qua non du développement durable. Dans certains secteurs, notamment les infrastructures, l'Union européenne devrait admettre que l'aide chinoise est plus efficace, rapide et meilleur marché, et qu'elle profite donc aux Africains. Les perspectives économiques offertes par l'arrivée de nouveaux acteurs devraient également être considérées comme des occasions à saisir pour le développement de l'Afrique.

**Nadarajah Shanmugaratnam** a conclu la séance en soulignant la difficulté d'une coopération trilatérale réunissant des acteurs très différents. Néanmoins, il a déclaré percevoir un certain optimisme général et espérer que cette séance contribuerait à lancer de nouvelles actions.

## EDC2020 - Responsables

### Direction :

Organisations concernées : EADI  
Responsable de la gestion globale du projet et des contacts avec la Commission européenne : Can Akdeniz. Il est coordinateur du projet auprès de l'EADI et jouit d'une vaste expérience en gestion publique européenne, développement de projets, gestion et administration. [akdeniz@eadi.org]

### Communication :

Organisations concernées : EADI et SID  
Charlotta Heck coordonne la communication et diffusion des résultats de recherches au sein du projet EDC2020. Elle est assistante de projet auprès de l'EADI. Elle est spécialisée en communication, gestion de projets et organisation d'événements. [heck@eadi.org]

### Nouveaux acteurs :

Organisations concernées : DIE, IDS, ODI, FRIDE  
Sven Grimm est responsable du dossier des nouveaux acteurs dans le développement international. Il est chercheur spécialisé en coopération européenne pour le développement et gouvernance au DIE depuis 2005. Il travaille actuellement sur la cohérence et la coordination au sein de la politique européenne de développement. [sven.grimm@die-gdi.de]

### Sécurité énergétique :

Organisations concernées : FRIDE, IDS  
Richard Youngs (PhD) dirige le programme sur la Démocratisation auprès de la FRIDE et enseigne à l'Université de Warwick, GB. Il a notamment coordonné un programme de recherche communautaire sur la démocratie européenne et les politiques de droits de l'homme au Moyen-Orient. Il a consacré plusieurs publications au lien entre intérêts sécuritaires et promotion de la démocratie. [ryoungs@fride.org]

### Changement climatique :

Organisations concernées : ODI, DIE, IDS  
Leo Peskett est chercheur spécialisé dans l'atténuation du changement climatique et l'adaptation en relation avec les pays en développement ainsi que les questions forestières dans ces pays. Il analyse les conséquences du changement climatique sur l'agriculture dans les pays en développement, y compris l'analyse des politiques agricoles des pays bailleurs de fonds. Il effectue aussi des recherches sur les recouvrements entre biocarburants, agriculture et réduction de la pauvreté, examinant les preuves actuelles et les possibles conséquences futures. [l.peskett@odi.org.uk]

# Thèmes émergents sur la gestion du savoir et de l'information

En avril 2007, un programme de recherche étalé sur cinq années a reçu du financement de la Direction générale pour la Coopération Internationale (DGIS), entité qui dépend du Ministère néerlandais des Affaires Étrangères. Le programme intitulé 'Thèmes émergents sur la gestion de l'information et du savoir (IKM) et le développement international' est communément appelé Programme de Recherche IKM Emergent. Ce programme s'étend de mi-2007 à fin 2011 ; il a été doté d'une subvention d'à peu près 500.000 par an, ce qui équivaut à un total de 2.500.000 pour cinq ans. Le programme se déroule sous les auspices de l'EADI.

Le programme est basé sur les prémisses que le secteur du développement n'a pas apprécié entièrement l'importance stratégique du savoir pour avancer dans le travail. Il n'a pas non plus apporté de réponse efficace aux défis pratiques dans l'organisation et l'emploi de l'information et du savoir au sein des organisations et entre elles ; et ce justement en ces temps où on assiste à des développements de l'information rapides mais inégaux. Les organisations de développement du Nord de tout type ne connaissent souvent pas les réalités du Sud qu'elles veulent changer ; et c'est tout aussi important, elles ne connaissent souvent pas les perceptions de ces réalités que les

populations et les intellectuels du Sud en ont ! Ceci représente un thème fondamental qui affecte le potentiel d'efficacité de tout le travail de développement. Le but du programme est d'améliorer les pratiques du développement en faisant la promotion du changement dans de la façon dont le secteur du développement aborde la sélection, la gestion et l'usage du savoir dans la formation et la mise en pratique des politiques et programmes. Il veut aboutir à ces objectifs en :

- explorant le concept de savoirs multiples et son importance pour la politique de développement et la pratiques qui en découlent
- faisant de la recherche pure et de la recherche pratique sur des thèmes soulevés par le programme et la façon de les approcher au mieux
- planifiant et réalisant le travail de IKM, en collaboration avec le travail d'autres, pour le rendre plus disponible afin d'offrir un corpus de savoir plus holistique et accessible
- identifiant les chances de communication avec les acteurs du développement et les organisations, et ensuite en y réagissant, pour encourager l'innovation dans ce domaine

## La première année

Que s'est-il passé au cours de la première année de fonctionnement d'IKM Emergent ? D'abord, les membres du Programme de recherche se sont réunis pour la première fois dans leurs trois groupes de travail pour discuter des plans de recherche et décider des priorités. Il y a eu aussi une réunion qui s'est tenue à Cambridge en juillet cette année et à laquelle on a discuté avec des hôtes le développement du programme.

En plus de ces réunions, une interaction en ligne entre les groupes de travail avec une série de D-groupes [www.dgroups.org](http://www.dgroups.org) et en employant le blog <http://thegiraffe.wordpress.com> a été mise en place. L'interaction externe implique la création du premier jet d'un site web [www.ikmemergent.net](http://www.ikmemergent.net), une 'mailing list' c a d une liste de diffusion publique se basant sur le D-groupe [www.dgroups.org/groups/ikmemergent](http://www.dgroups.org/groups/ikmemergent), la publication de deux 'IKM newsletters', ainsi que la participation du groupe à un large éventail de conférences et de réunions.

Le premier travail, à savoir mettre en route le début du programme, commence maintenant à apparaître noir sur blanc. Ceci comprend la publication des deux premiers 'Working Papers' de IKM, une méta évaluation de la gestion du savoir pour le développement, ainsi qu'aussi le rapport de l'Atelier sur la Stratégie de la communication qui s'est tenu en octobre 2007.

## IKM Emergent et l'EADI

IKM Emergent a solides liens avec l'EADI. Non seulement l'EADI est le commanditaire et propriétaire formel du programme, mais IKM Emergent a aussi ses racines dans le Groupe de travail

Gestion de l'information, et plusieurs personnes sont membres des deux entités. Lors de la Conférence générale de l'EADI en juin 2008, IKM a accueilli une session parallèle bien visitée par les participants et a de plus été responsable tant pour l'installation artistique, que pour le drapeau brésilien géant présenté dans le hall principal de l'université.



Installation faite par le groupe IKM Emergent à la conférence de Genève

L'installation artistique a été montée par l'artiste Sud-africain Ralph Borland et par des collègues de l'équipe Disruptive Design au Trinity College de Dublin en Irlande. L'installation comprenait : quatre colonnes-piliers expliquant les thèmes clé de IKM Emergent du savoir multiple et réalités multiples. L'installation permettait aussi de joindre des paquets de données et des séquences vidéo au site Google Earth, afin de démontrer la distribution mondiale du savoir, tout en exposant le laptop à 100\$ et le projet Crank the web ('lancer la Toile') qui permet de raccrocher la largeur de bande à la force physique pour tourner une manivelle de démarrage.

En plus de ces éléments innovants, IKM Emergent a aussi organisé une session parallèle lors de la dernière journée de la Conférence sur le thème "Reconnaissance des savoirs multiples pour une meilleure gouvernance et un développement durable". Malgré le type plutôt traditionnel de cette conférence, cette session parallèle a largement employé les multimédias, y compris la vidéo, et le dialogue pour faire passer le message.

Présidee par le Professeur Cees Hamelink et introduite par Mike Powell cette session a compris une installation vidéo du Professeur Kingo Mchombu de l'université de Namibie. Au cours de la présentation qui a suivi, le Professeur Valerie Brown de l'Université Nationale Australienne a parlé sur le thème du "Réconcilier les savoirs multiples. Quels savoirs ? La vérité de qui ?". Cette session a aussi présenté le montage avec le dialogue "Under the tree of talking" entre le Dr Wangui wa Goro et le Dr Martha Chinouya sur leurs travaux respectifs concernant la traduction et les savoirs multiples. Les bandes

vidéo de Cees Hamelink, Wangui wa Goro et Valerie Brown, tournées pendant cette session, peuvent être vues via EUFORIC TV sur le site suivant : [http://euforic.blip.tv/posts/?topic\\_name=gc2008](http://euforic.blip.tv/posts/?topic_name=gc2008)

## Les Groupes de travail

Une grande partie du travail se fait dans les Groupes de travail.

### Explorer l'expression verbale de la pensée

Le Groupe de travail 1 fait un grand usage de l'expérience de ses membres et de contacts locaux pour développer quatre domaines de travail empirique avec des processus de savoir local. Ceux-ci sont les suivants :

- Alphabétisme culturel : en s'appuyant sur les expériences locales de pédagogie orientée vers le développement et en la disséminant (Para, Brésil)
- Histoires numériques de vie sur l'eau (Costa Rica et Nicaragua)
- Multimédias locaux : en organisant des multimédias produits localement en tant que ressource locale de développement (Inde du Sud et Sri Lanka)
- Boucle continue de savoir local : en explorant les moyens de faire mieux connaître dans les communautés qui sont elles-mêmes objets de recherche les rapports sur les recherches; et ce, tant en améliorant de façon active la forme que le langage de ces rapports.

## Laboratoires IKM

Le Groupe de travail 2 a trois projets pilote principaux :

- Le Projet Résumés signifie la production de résumés de 800-1000 mots par l'organisme id21 ([www.ide.org](http://www.ide.org)) de résumés de 800 à 1000 mots d'une sélection de documents et articles produits par CODESRIA, l'Institut nordique pour l'Afrique et la revue Development in Practice.
- Le Projet Vines dont le but est d'explorer les solutions aux thèmes des a-prioris qu'on trouve dans le processus de recherche en ligne d'information sur le développement.
- Les Labos expérimentaux IKM qui vont être organisés pour le Groupe de travail de l'EADI Gestion de l'information et CODESRIA.

## Gestion du savoir

Le Groupe de travail 3 a produit le programme du premier document de travail intitulé "Méta évaluation et étude d'envergure sur la gestion du savoir pour le développement" qui a été publié au début de cette année. D'autres recherches vont se centrer sur :

- Un cadre de comparaison de la gestion du savoir entre les organisations qui devrait être employé comme ressource d'information pour des études de cas organisationnelles :
- Une revue de littérature spécialisée reprenant des initiatives ayant joué un rôle en voulant réduire la fracture du savoir au sein du développement ;
- La relation entre la gestion du savoir et le contrôle ainsi que l'évaluation.

Ce Groupe de travail prévoit d'organiser une conférence sur la gestion du savoir pour le développement à l'Université de Namibie en novembre 2009 avec des réseaux partenaires et d'autres organisations.

## Contact

Pour plus d'information sur le programme IKM Emergent veuillez SVP consulter le site [www.ikmemergent.net](http://www.ikmemergent.net) ou bien inscrivez-vous sur la liste publique de destinataires du D-Groupes sur [www.dgroups.org/groups/ikmemergent](http://www.dgroups.org/groups/ikmemergent)

### Directeur:

Mike Powell  
[mike@ikmemergent.net](mailto:mike@ikmemergent.net)

### Communication :

Sarah Cummings  
[sarah@ikmemergent.net](mailto:sarah@ikmemergent.net)



Le gigantesque drapeau brésilien dans l'aula de l'université

# Nouveaux membres de l'EADI

## Centre for Research on Multinational Corporations / SOMO

Ce centre de recherche sur les sociétés multinationales (SOMO) créé en 1973 est un centre de recherche sans but lucratif et un bureau de conseil établi à Amsterdam aux Pays-Bas. SOMO enquête sur les politiques des entreprises multinationales et sur l'internationalisation des affaires au niveau mondial. Il produit des analyses pour révéler la conduite non-durable des entreprises et les contradictions dans les systèmes économiques et politiques. Il collabore aussi avec des ONG qui elles travaillent avec des entreprises multinationales et sur le commerce international, telles que les syndicats ou les organisations de droits humains, de consommateurs, de l'environnement ou des questions de genre.

En fournissant de l'information, en soutenant la coopération et en organisant des débats publics, SOMO veut promouvoir le thème de la Responsabilité Sociale des Entreprises.

<http://somo.nl/>

## Centro Dipartimentale di Studi storici e politici su Africa e Medio Oriente

Ce centre départemental des études historiques et politiques sur l'Afrique et le Moyen-Orient est situé au sein de l'Université de Bologne en Italie. Il fait des recherches sur l'Afrique et le Moyen-Orient au niveau des sciences politiques, des institutions politiques contemporaines, des institutions sociales et des thèmes liés au développement. Il a été créé en 2006, en tant que résultat de nombreuses années d'activités universitaires sur ce thème dans le département.

Ses activités comprennent la recherche, les initiatives de réseau avec d'autres centres, l'organisation de conférences, d'ateliers et de séminaires, ainsi que la réalisation et la promotion de publications scientifiques telles que la revue

trimestrielle 'Afriche e orienti'. Cette revue contient des contributions de chercheurs venant de pays en développement.

<http://www2.spbo.unibo.it/dpis/centroafricamedioriente/en/index.html>

## Fondazione Madre Agnese Manzoni onlus

La Fondation Madre Agnese Manzoni onlus est une organisation indépendante sans but lucratif située à Gênes en Italie. Elle a été fondée en 2000 ; son but est de promouvoir la solidarité sociale dans le monde entier.

C'est pourquoi la Fondation organise et réalise des projets liés au développement culturel, social et économique. Elle agit principalement en Afrique, en Europe de l'Est et dans les Balkans. Une des activités principales est la formation culturelle et professionnelle des jeunes, des pauvres et des handicapés. D'autres activités dont centrées sur les thèmes tels que le bien être social et sanitaire, la sécurité alimentaire et l'accès à l'eau potable, ainsi que les énergies renouvelables.

[fondazione.madre.agnese@email.it](mailto:fondazione.madre.agnese@email.it)

## Maastricht Graduate School of Governance

Fondée en 2004 à l'Université de Maastricht aux Pays-Bas, la Maastricht Graduate School of Governance (MGSOG) prépare des professionnels et des chercheurs à analyser, contrôler et évaluer la politique publique. A part un programme de Master et deux programmes de Doctorat en politique publique, elle offre des programmes de formations spéciaux aux organisations nationales et internationales, aux chercheurs et aux professionnels.

La recherche est organisée en deux programmes principaux : le programme de gouvernance comprend des thèmes tels que la

coordination, l'efficacité, la corruption et la responsabilité ou la bonne gouvernance. Le programme d'analyse politique se concentre sur les questions de la pauvreté, de la protection sociale et de la gestion fiscale, de la politique pour l'enfance, de la politique du capital humain et de l'emploi, ainsi que de la migration et de la santé.

<http://www.governance.unimaas.nl/>

## School of Social Sciences, Media and Cultural Studies

La School of Social Sciences, Media and Cultural Studies (SSMCS) a été mise en place en 2004 à l'Université de East London, lorsque la School of Social Sciences et la School of Cultural and Innovation Studies ont fusionné.

La SSMCS a 150 collaborateurs, 2.250 étudiants sur le campus et environ 800 étudiants à distance. Elle a en outre quelques 80 doctorants et contient 12 centres de recherche.

Elle offre une large gamme de programmes pluridisciplinaires et de thèmes de recherche, surtout dans le domaine des sciences sociales et humaines. Parmi ses divers programmes, elle offre des programmes de Bachelor et de Master en développement international, gestion d'ONG, thèmes du genre, études sur les réfugiés et les groupes ethniques.

<http://www.uel.ac.uk/ssmcs/index.htm>

# EADI — Executive Committee / Comité Exécutif 2008 — 2011

## PRESIDENT

Mr. Jean-Luc MAURER  
IHEID - Graduate Institute for International and Development Studies,  
Switzerland  
P.O. Box 136  
1211 GENEVE 21 - Switzerland  
Phone: (41) 22 - 908 43 00  
Fax: (41) 22 - 908 62 62  
E-mail: president@eadi.org

## VICE-PRESIDENTS

Ms. Maja BUCAR  
Centre of International Relations  
Faculty of Social Sciences,  
University of Ljubljana  
Kardeljeva ploscad 5  
1000 LJUBLJANA - Slovenia  
E-mail: maja.bucar@guest.arnes.si  
Phone: (386) 1 - 58 05-100  
Fax: (386) 1 - 58 05-109

Ms. Louka KATSELI  
Athens Development and  
Governance Institute  
Sina 23  
10680 ATHENS - Greece  
Phone: (30) 210 - 36 26 187  
Fax: (30) 210 - 36 03 558  
E-mail: louka.katseli@gmail.com

Mr. Jürgen WIEMANN  
German Development Institute  
Tulpenfeld 6  
53113 BONN - Germany  
Phone: (49) 228 - 949 27 112  
Fax: (49) 228 - 949 27 130  
E-mail: juergen.wiemann@die-  
gdi.de

## TREASURER/TRESORIERE

Ms. Katarzyna ZUKROWSKA  
International Security Department  
Warsaw School of Economics  
Rakowiecka 24  
00-521 Warsaw - Poland  
Phone: (48) 22 - 849 51 92  
Fax: (48) 22 - 849 51 92  
E-mail:  
zukrowsk@warszawa.home.pl

## EXECUTIVE SECRETARY/ SECRETAIRE EXECUTIF

Mr. Thomas LAWO  
Kaiser-Friedrich-Strasse 11  
53113 BONN - Germany  
Phone: (49) 228 - 26 18 101  
Fax: (49) 228 - 2618 103  
E-mail: lawo@eadi.org

## MEMBERS/MEMBRES

Ms. Lenka ADAMCOVA  
University of Economics  
Nám. W. Churchilla  
4130 67 PRAHA 4 - Czech Republic  
Phone: (420) 2 - 240 95 279  
Fax: (420) 2 - 240 95 233  
E-mail: adamcova@vse.cz

Mr. Gilles CARBONNIER  
Institut de Hautes Etudes Internationales  
et du Développement  
P.O. Box 136  
1211 GENEVE 21 - Switzerland  
Phone: (41) 22 - 908 57 00  
Fax: (41) 22 - 908 57 10  
E-mail:  
gilles.carbonnier@graduateinstitute.ch

Mr. Martin HVIDT  
University of Southern Denmark  
Campusvej 55  
5230 ODENSE M. - Denmark  
Phone: (45) 65 - 50 2183  
Fax: (45) 65 - 50 2161  
E-mail: hvidt@hist.sdu.dk

Mr. Edvard JAKOPIN  
Republic Development Bureau  
4, Makedonska Street  
11000 BELGRADE - Serbia  
Phone: (381) 11-3345233  
Fax: (381) 11-3345531  
E-mail: edvard@yubc.net

Mr. Peter KNORRINGA  
Institute of Social Studies  
P.O. Box 29776  
2502 LT THE HAGUE - Netherlands  
Phone: (31)70 - 426 05 84  
Fax: (31)70 - 426 07 99  
E-mail: knorringa@iss.nl

Mr. Eamon LENIHAN  
Centre for Sustainable Livelihoods  
University College Cork  
CORK - Ireland  
Phone: (353) 21 - 490 2114  
Fax: (353) 21 - 490 3358  
E-mail: e.lenihan@ucc.ie

Mr. Imre LEVAI  
Institute for World Economics  
Hungarian Academy of Sciences  
Országház u. 30  
1014 BUDAPEST - Hungary  
Phone: (36) 1 - 224 6700/6764  
Fax: (36) 1 - 224 6765  
E-mail: h13695lev@ella.hu

Ms. Maria Antonina LIMA  
Instituto Superior de Economia e Gestao  
Universidade Técnica de Lisboa  
Rua Miguel Lupi, 20  
1249-078 LISBOA - Portugal  
Phone: (351)21 - 3925984  
Fax: (351)21 - 395-31-55  
E-mail: alima@iseg.utl.pt

Mr. Henning MELBER  
Dag Hammarskjöld Foundation  
Övre Slottsgatan 2  
753 10 UPPSALA - Sweden  
Phone: (46) 18 - 127272  
Fax: (46)18 - 562290  
E-mail: Henning.Melber@dhf.uu.se

Mr. Michael OBROVSKY  
Austrian Foundation for  
Development Research  
Berggasse 7  
1090 VIENNA - Austria  
Phone: (43) 13 - 174010  
Fax: (43) 13 - 174015  
E-mail: m.obrovsky@oefse.at

Mr Manuel SANCHEZ-MONTERO  
Fundación para las Relaciones  
Internacionales y el Diálogo Exterior  
C/ Goya 5-7, Pasaje 2º  
28001 MADRID - Spain  
Phone: (34) 91 - 2444758  
Fax: (34) 91 - 2444741  
E-mail: msanchez-montero@fride.org

Mr. Nadarajah SHANMUGARATNAM  
Department of International Environ-  
ment and Development Studies  
Norwegian University of Life Sciences,  
UMB  
P.O.Box 5003  
1432 AAS - Norway  
Phone: (47) 64 - 94 98 04  
Fax: (47) 64 - 94 07 60  
E-mail: n.shanmugaratnam@umb.no

Mr. Lauri SIITONEN  
Development and International  
Cooperation  
Department of Social Sciences and  
Philosophy  
University of Jyväskylä  
P.O. Box 35  
40351 JYVASKYLA - Finland  
Phone: (358)14 - 260 4328  
Fax: (358)14 - 260 3101  
E-mail: Lauri.Siitonen@yfi.jyu.fi

Mr. Jean-Fabien STECK  
Groupement d'Intérêt Scientifique pour  
l'Étude de la Mondialisation et du  
Développement  
Centre Malher  
9 rue Malher  
75181 PARIS CEDEX 04 - France  
Phone: (33) 144 - 78 33 15  
Fax: (33) 144 - 78 33 88  
E-mail: jsteck@u-paris10.fr

Mr. Andrew SUMNER  
Institute of Development Studies  
University of Sussex  
BRIGHTON BN1 9RE - United Kingdom  
Phone: (44) 12- 73 606261  
Fax: (44) 12 - 73 621202  
E-mail: A.Sumner@ids.ac.uk

Mr. Jean-Marie WAUTELET  
Institut d'Etudes du Développement  
Université Catholique de Louvain  
Place des Doyens, 1  
1348 LOUVAIN-LA-NEUVE - Belgium  
Phone: (32) 10 - 474171  
Fax: (32) 10 - 472805  
E-mail: wautelet@dvlp.ucl.ac.be

Mr. Marco ZUPI  
Centro Studi di Politica Internazionale  
Via d'Arcoeli, 11  
00186 ROMA - Italy  
Phone: (39) 66 - 990630  
Fax: (39) 66- 784104  
E-mail: marco.zupi@cespi.it

## EDITORS EJDR/REDACTEURS EJDR

Mr. Rajneesh NARULA  
University of Reading Business School  
Phone: (44) 118 - 3785247  
Fax: (44) 118 - 9750236  
E-mail: r.narula@reading.ac.uk

Ms. Claire MAINGUY  
GEMDEV  
Phone: (33) 3 - 88676380  
Fax: (33) 3 - 88676393  
E-mail: Claire.Mainguy@urs.u-  
strasbg.fr

Mr. Andrew MOLD  
OECD Development Centre  
Phone: (33) 1 - 45248289  
Fax: (33) 1 - 44306149  
E-mail: andrew.mold@oecd.org

Mr. Dennis RODGERS  
Brooks World Poverty Institute  
University of Manchester  
Phone: (41) 22 - 731 4226  
E-mail:  
dennis.rodgers@manchester.ac.uk

<http://www.eadi.org>

<http://www.eadi.org>

<http://www.eadi.org>

<http://www.eadi.org>

EUROPEAN ASSOCIATION OF DEVELOPMENT RESEARCH  
AND TRAINING INSTITUTES  
ASSOCIATION EUROPÉENNE DES INSTITUTS DE RECHERCHE ET  
DE FORMATION EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT  
EUROPÄISCHER VERBAND DER ENTWICKLUNGSFORSCHUNGS-  
UND AUSBILDUNGSINSTITUTIONEN



KAISER-FRIEDRICH-STRASSE 11 · 53113 BONN, GERMANY · TEL: (+49) 228 261 81 01  
FAX: (+49) 228 261 81 03 · EMAIL: [postmaster@eadi.org](mailto:postmaster@eadi.org) · WEB: <http://www.eadi.org>